

*Questions orales*

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, que la question soit hypothétique ou non, je vais y répondre avec plaisir quant au fond. Si je ne m'abuse, l'émission a été diffusée le mardi soir. Je ne l'ai pas vue, mais on m'a signalé le fait. Dès le mercredi matin, j'ai chargé le sous-ministre de réunir tous les détails après quoi, dès le lendemain, on faisait disparaître le thon des rayons. Nous avons réagi très rapidement, il me semble, dans l'intérêt des Canadiens.

**M. Nystrom:** Grâce à la télévision.

\* \* \*

**LE COMMERCE**

## LES QUOTAS SUR LES CHAUSSURES IMPORTÉES

**M. Sid Fraleigh (Lambton-Middlesex):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Commerce extérieur. Les 20,000 Canadiens qui travaillent dans l'industrie de la chaussure sont affreusement inquiets ne sachant pas si les quotas imposés sur les chaussures importées au Canada vont être supprimés. L'industrie tient davantage à un régime d'échanges équitables qu'au libre-échange.

**Des voix:** Bravo!

**M. Fraleigh:** Afin de dissiper ce climat d'incertitude, le ministre peut-il dire à la Chambre quand on prendra une décision au sujet de la protection limitée que réclame ce secteur industriel?

**L'hon. James Kelleher (ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, le député le sait, le tribunal a rendu sa décision à la fin juin. Nous étions au courant. Nous avons immédiatement consulté non seulement les fabricants et les syndicats, mais aussi les consommateurs, les importateurs et les exportateurs de chaussures. Nous avons entendu leurs opinions et nous sommes en train de préparer une réponse; nous ferons rapport au cabinet en temps opportun.

\* \* \*

**L'ENVIRONNEMENT**

## LES PLUIES ACIDES—LA MODIFICATION DES FONDERIES

**L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement auquel je voudrais tout d'abord offrir mes vœux de succès dans son nouveau portefeuille. Étant donné qu'il a exprimé, la semaine dernière à la conférence de Muskoka sur les pluies acides, le désir d'accélérer le processus de modification des usines de transformation des minerais au Canada, comment a-t-il l'intention de procéder?

● (1450)

**L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement):** Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à remercier le député

de ses vœux de succès. Je souhaite pouvoir travailler avec lui et ses collègues afin d'atteindre nos objectifs communs en matière d'environnement.

Pour répondre à sa question, je dirais que ma priorité est de voir, en collaboration avec les provinces, à ce que les gouvernements provinciaux mettent en pratique l'engagement, pris le 5 février de cette année, de réduire les émissions acides, d'ici 1994, à 50 p. 100 du niveau de 1980. Jusqu'à présent, seul le Québec a proposé un programme concret pour respecter cet engagement. Toutefois, je suis convaincu que les autres provinces suivront rapidement son exemple.

Une conférence fédérale-provinciale aura lieu la semaine prochaine et je pense que toutes les provinces voudront faire connaître aux autres, et à moi-même, les progrès qu'elles ont réalisés.

## LES INTENTIONS DU MINISTRE

**L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport):** Monsieur le Président, pendant que tout ce qu'il vient de décrire se réalise, le ministre a-t-il l'intention de rejeter catégoriquement la requête de l'agence américaine de protection de l'environnement, qui réclame un délai supplémentaire de trois ans afin d'étudier une décision rendue en juillet par les tribunaux américains ordonnant à l'agence de travailler à la réduction des précipitations acides pour protéger les forêts et les ressources canadiennes et américaines? Le ministre prendra-t-il position publiquement?

**L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement):** Monsieur le Président, je suis un peu surpris de la question, car je n'ai jamais rien fait d'autre que prendre position publiquement à ce sujet depuis que je suis devenu ministre.

\* \* \*

**LES FINANCES**

## LA CONTRE-VALEUR DU DOLLAR AMÉRICAIN—LA RÉUNION DES CINQ MINISTRES

**M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Hier, la ministre d'État chargée des Finances a déclaré qu'à sa connaissance, la réunion qui a eu lieu à Washington pendant la fin de semaine et à laquelle le Canada n'a pas été invité n'était qu'une rencontre tout à fait normale entre les ministres des Finances des cinq grandes puissances. Selon des responsables du Trésor américain, il pourrait bien s'agir d'une réunion spéciale qui s'est déroulée dans le secret le plus total. Le ministre des Finances était-il au courant de cette réunion spéciale? Était-il au courant des importants points à l'ordre du jour de cette réunion? Laquelle des cinq grandes puissances représentait les intérêts du Canada?

**Des voix:** Bravo!